

BILAN ÉCONOMIQUE 2020 : LES CHIFFRES CLÉS DU CENTRE-VAL DE LOIRE

Insee Conjoncture n° 34 - Juillet 2021

Une année 2020 percutée par la crise sanitaire mondiale

L'année 2020, marquée par des fluctuations économiques d'une ampleur inédite, enregistre un recul sans précédent du PIB français (- 8 %). Ce contexte ébranle l'économie du Centre-Val de Loire, après une année 2019 de reprise. La mise en place d'un large dispositif d'aides aux entreprises, dont l'activité partielle, permet de préserver en partie l'emploi. Cependant, la région perd 12 000 salariés en un an, soit - 1,3 %. Seul secteur à résister, la construction voit ses effectifs augmenter. Le nombre de déclarations préalables à l'embauche hors intérim recule nettement mais le basculement de la population vers l'inactivité, lors de chaque confinement, engendre une baisse du taux de chômage régional en « trompe-l'œil », pour atteindre 7,1 % fin 2020.

Les échanges commerciaux entre la région et le reste du monde se contractent très fortement, la crise mondiale affectant profondément les économies de tous les pays. Néanmoins, le nombre d'entreprises créées atteint son plus haut niveau historique (22 200 entreprises) et les défaillances poursuivent leur diminution provisoirement, témoignant de l'efficacité des mesures de soutien mises en place dès mars 2020. L'attribution massive par les banques des Prêts Garantis par l'État, 3,1 milliards d'euros dans la région, a notamment permis d'apporter aux entreprises la trésorerie nécessaire pour faire face à la chute brutale de leur chiffre d'affaires.

Les fermetures temporaires d'établissements et les restrictions de circulation font lourdement chuter les séjours des touristes et de la clientèle d'affaire, même si la région reste relativement épargnée par rapport aux autres.

La crise modifie les circuits de commercialisation dans le secteur de l'agriculture, limite la concurrence étrangère avec, de fait, la mise en avant de l'origine France. En revanche, nombre de débouchés se referment, en particulier pour la viticulture.

La qualité de l'air bénéficie du fort ralentissement de l'économie. Parallèlement, la part des véhicules électriques immatriculés progresse et les ventes de voitures particulières au diesel, considéré comme davantage polluant, poursuivent leur repli.

Les tendances observées en 2020, liant activité économique et situation épidémique, se poursuivent en début d'année 2021.

Panorama d'ensemble 2020

Nombre, %, point

Thème	Indicateur	Situation 2020	Tendance 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	Tendance 2020
Emploi	Emploi salarié total	900 000 salariés	↑	-2,5	-0,5	1,8	-0,2	↓
	Intérim	36 000 intérimaires	↓	-41,0	23,7	26,8	4,9	↓
Chômage	Taux de chômage	7,1 % de chômeurs	↓	- 0,4 point	- 0,5 point	+ 1,4 point	- 1,1 point	↓
	Demandeurs d'emploi (A, B et C)	217 500 demandeurs d'emploi	↓	-1,0	5,4	-0,4	-0,9	↑
Démographie des entreprises	Créations	22 200 créations	↑	5,6	-30,2	51,6	5,4	↑
	Défaillances	1 000 défaillances	↓	-23,5	-38,5	-9,7	25,6	↓
Construction	Autorisations	11 600 autorisations de logement	↑	9,2	-10,7	-4,3	3,6	↓
Tourisme	Nuitées dans les hôtels	3,5 millions de nuitées	↑	-13,5	-82,8	-19,7	-46,7	↓
Commerce extérieur	Balance commerciale	1,4 milliard d'euros de déficit	↓	- 435 M€	- 223 M€	- 67 M€	- 47 M€	↓

	<p>Emploi</p> <p>900 000 EMPLOIS SALARIÉS EN CENTRE-VAL DE LOIRE FIN 2020 Cela représente près de 12 000 salariés en moins sur un an (- 1,3 %) dû à la crise sanitaire. Le fléchissement de l'emploi concerne uniquement le secteur privé (- 1,7 %).</p>
	<p>Chômage</p> <p>7,1 % DE LA POPULATION ACTIVE AU CHÔMAGE (8,0 % AU NIVEAU NATIONAL) Ce taux diminue de 0,6 point sur un an (- 0,1 point au niveau national). Cette diminution ne traduit pas une amélioration de l'emploi, mais plutôt un basculement vers l'inactivité lors des confinements. 217 500 demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C sont inscrits à Pôle emploi fin 2020.</p>
	<p>Démographie des entreprises</p> <p>22 200 ENTREPRISES CRÉÉES : RECORD HISTORIQUE soit 6,3 % de plus qu'en 2019 (+ 4 % au niveau national).</p> <p>1 000 DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES Les cessations d'activité diminuent, représentant un recul de 42,6 %, comme au niveau national (- 38,9 %). Cette chute s'explique par les mesures de soutien mises en place dès mars 2020.</p>
	<p>Financement et endettement</p> <p>UNE DISTRIBUTION DU CRÉDIT LARGEMENT PORTÉE PAR LES PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT (PGE) L'activité de crédit destinée aux sociétés financières progresse de 6,6 % en 2020. L'attribution par les banques des PGE s'élève à 3,1 milliards d'euros pour la région.</p>
	<p>Construction</p> <p>11 600 AUTORISATIONS DE LOGEMENTS Avec 3,3 % de moins qu'en 2019 (- 13,9 % au niveau national), la crise sanitaire se répercute sur la construction neuve. La promotion immobilière et les travaux publics subissent également une baisse d'activité.</p>
	<p>Tourisme</p> <p>4,7 MILLIONS DE NUITÉES DANS LES HÔTELS ET CAMPINGS (- 43 % PAR RAPPORT À 2019) La région est relativement épargnée par rapport à d'autres, même si la clientèle en provenance de l'étranger est divisée par deux.</p>
	<p>Transport</p> <p>6 100 VÉHICULES ÉLECTRIQUES ET HYBRIDES RECHARGEABLES VENDUS soit une hausse de 14,6 % par rapport à 2019. Les ventes de véhicules tout électriques devancent pour la première fois celles des véhicules hybrides. Cependant, toutes les composantes du transport ont subi des baisses d'activité plus ou moins marquées.</p>
	<p>Agriculture</p> <p>UNE ANNÉE AGRICOLE ATYPIQUE La crise sanitaire modifie les circuits de commercialisation et nécessite des adaptations constantes. La sécheresse pénalise l'élevage, avec des productions fourragères déficitaires. Les fruits et légumes tirent leur épingle du jeu grâce à l'origine France.</p>
	<p>Air-Climat-Énergie</p> <p>LE CONFINEMENT BÉNÉFICIE À LA QUALITÉ DE L'AIR En 2020, les concentrations de dioxyde d'azote diminuent de 25 %, du fait de la réduction de circulation liée à la pandémie de Covid-19. La production d'énergies renouvelables poursuit son développement (12,7 % de la consommation finale).</p>
	<p>Commerce extérieur</p> <p>1,4 MILLIARD D'EUROS DE DÉFICIT COMMERCIAL Le commerce extérieur se contracte fortement : les importations diminuent de 4,5 % (19,6 Md€) et les exportations se replient de 13 % (18,1 Md€).</p>